

Égypte : Moubarak lâche du lest Les voyageurs français suspendent les départs Une coupure « autoritaire » d'Internet sans précédent Onde de choc dans les pays arabes

Washington hausse le ton contre La chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, a haussé le ton, hier, contre le gouvernement égyptien, l'invitant à « faire tout ce qui est en son pouvoir pour réfréner les forces de l'ordre ». Quant au président Obama, il devait, faire, hier soir, une déclaration sur la situation en Égypte. Angela Merkel demande d'autoriser les manifs La chancelière allemande Angela Merkel a appelé, hier, depuis Davos, le président égyptien, Hosni Moubarak, et son gouvernement à autoriser les « manifestations pacifiques ». Retour anticipé au pays du numéro un égyptien de l'armée Le chef d'état-major égyptien, Sami Anan, qui conduisait une délégation militaire pour des entretiens au Pentagone, prévus jusqu'à mercredi, devait retourner en Égypte hier, après les violentes manifestations dans son pays. Des soldats faisant le V de la victoire Au moins vingt personnes ont été tuées et des centaines blessées, hier, en Égypte, au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, alors que le président Hosni Moubarak, 82 ans, annonçait, tard

dans la soirée, que le gouvernement était limogé, et plaidait en faveur de réformes démocratiques. Au quatrième jour du mouvement de protestation le plus important depuis l'arrivée au pouvoir de Moubarak, en 1981, les signes d'inquiétude se multipliaient à l'étranger, les États-Unis réclamant à leur allié de réfréner ses forces de l'ordre et d'engager des réformes politiques « immédiates ». Hosni Moubarak, dont des centaines de milliers de manifestants ont réclamé le départ, hier, à travers tout le pays, a demandé à l'armée, épine dorsale de son régime, de faire respecter la sécurité avec la police, qui a semblé débordée par la mobilisation populaire sans précédent. Les 20 morts d'hier portent à 27 le nombre de personnes tuées depuis mardi. Hier soir, des soldats faisaient le V de la victoire à l'attention des milliers de manifestants ayant bravé le couvre-feu dans la capitale, et des policiers serraient la main de manifestants. Toujours au Caire, un peu plus tôt, les manifestants ont mis le feu au siège du Parti national démocrate (PND), au pouvoir. Dans la journée, ils avaient incendié deux

commissariats de la capitale. Dans la matinée, dès la fin des prières musulmanes, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour ce « vendredi de la colère », à l'appel du Mouvement du 6 avril, un groupe de jeunes pro-démocratie qui s'est inspiré de la « révolution du jasmin » ayant chassé le président Ben Ali de Tunisie. Aux cris de « À bas Hosni Moubarak » et « *Le peuple veut la chute du régime* », les manifestations se sont étendues à tout Le Caire, une métropole de 20 millions d'habitants, et ont gagné les principales villes du pays. L'opposant le plus en vue, Mohamed ElBaradei, l'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui s'est dit prêt à mener une transition au pouvoir après un éventuel départ de Moubarak, et les Frères musulmans (opposition), ont participé aux manifestations. « *Liberté !* », ont scandé les manifestants sous les regards de policiers déployés avec boucliers et casques à visière, près de la célèbre mosquée Al-Azhar, au Caire. Tard dans la soirée, Hosni Moubarak annonçait, dans une allocution télévisée de onze minutes, la démission du gouvernement et la

formation, dès aujourd'hui samedi, d'un nouveau cabinet, ainsi qu'une série de réformes démocratiques. Confronté à une vague de manifestations sans précédent, qui auraient fait une vingtaine de morts pour la seule journée d'hier, le chef de l'État annonçait, tard dans la soirée, le limogeage du gouvernement. Les voyagistes français ont décidé de suspendre tous les départs de vacanciers prévus ce week-end, à destination de l'Égypte, où la contestation contre le président Moubarak s'amplifie, a annoncé, hier, le président de l'association des tour-opérateurs, René-Marc Chikli. Pour les clients actuellement au Caire, les tour-opérateurs « *élaborent des solutions d'un retour anticipé en France* ». Les clients concernés par la suspension des départs « *peuvent reporter leur voyage, sans frais, à une date ultérieure, sur l'Égypte, ou toute autre destination programmée par le tour-opérateur* ». Pour ce qui est des clients séjournant, par exemple, dans les stations balnéaires ou en croisière sur le Nil, les tour-opérateurs « *renforcent leur assistance et se tiennent à la disposition de leur clientèle, afin de répondre aux interrogations relatives à la situation locale* ». Selon des voyagistes, quelque 4. 000 Français sont actuellement en vacances en Égypte. La coupure du réseau Internet en Égypte, pour contrecarrer les manifestations anti-Moubarak, est une première par son ampleur, et les autorités ont clairement fait pression sur les opérateurs pour neutraliser cet outil clé dans la mobilisation, selon des experts. « *Selon nos informations, environ 88 % du réseau ne sont plus*

disponible, en Égypte, c'est une première dans l'histoire d'Internet », a déclaré Rik Ferguson, expert sécurité pour Trend Micro, troisième éditeur mondial de solutions de sécurité. « *Les réseaux des plus importants opérateurs du pays sont coupés, mais il reste encore quelques réseaux minoritaires qui répondent toujours, comme Noor Data Networks. Ce qui montre bien que ce n'est pas un problème de câblage, mais forcément une intervention humaine* », souligne-t-il. 97 % du trafic coupés. Quelque 23 millions d'Égyptiens disposent d'un accès, régulier ou occasionnel, à Internet, soit près du quart de la population, selon les chiffres officiels. « *En 24 heures, on a perdu 97 % du trafic Internet égyptien* », résume Julien Coulon, cofondateur de la société française Cedexis, une sorte d'« *aiguilleur du Net* », qui réoriente les demandes de recherche vers les meilleurs fournisseurs d'accès internationaux en fonction du trafic en temps réel. Dans la liste noire C'est la première coupure Internet « *autoritaire* » d'une ampleur aussi importante, s'accordent à dire les experts, car les ruptures d'accès précédentes, en Birmanie, en 2007, ou en Iran, en 2009, lors de protestations populaires, n'avaient été que temporaires ou très ciblées. Ainsi, lors des protestations contre la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, Twitter et Facebook avaient été rendus inaccessibles. Et en Birmanie, les connections Internet avaient été coupées plusieurs jours lors de la vague de manifestations contre la junte au pouvoir. L'Égypte et la Tunisie font partie de la liste des 13 pays classés « *ennemis d'Internet* » par Reporters sans Frontières (RSF). Le mouvement de contestation qui a entraîné la chute du président tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, le 14 janvier, a provoqué une onde de choc dans plusieurs pays arabes. Le 18 janvier, au Yémen, les forces anti-émeutes dispersent, à Sanaa, une manifestation d'un millier

d'étudiants qui appellent à un changement démocratique. Le 27 janvier, des milliers de personnes manifestent, à l'appel de l'opposition, réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans. Le gouvernement annonce une augmentation des salaires. Au moins trois tentatives d'immolation par le feu et un décès ont lieu en quelques jours. Immolations successives En Jordanie, des milliers de personnes manifestent à travers le pays contre l'inflation et la politique économique, les 14, 16, 21 et 28 janvier, notamment à Amman, malgré l'annonce de nouvelles mesures sociales. Le 5 janvier, cinq jours d'émeutes contre la vie chère font cinq morts et plus de 800 blessés, en Algérie. Le mouvement s'arrête après l'annonce d'une baisse des prix des produits de première nécessité. Toutefois, le pays a enregistré deux décès par immolation et sept tentatives, depuis le 14 janvier. Au Soudan, le 16 janvier, des partis d'opposition réclament la « *fin du régime totalitaire* » du président Omar el-Béchir et la démission du ministre des Finances, jugé responsable de la hausse des prix des denrées alimentaires. En Mauritanie, le président de l'Assemblée nationale appelle, le 27 janvier, au dialogue, pour faire face à la crise sociale, provoquée par la hausse des prix et le chômage. Dix jours plus tôt, un homme d'affaire s'était immolé à Nouakchott. Au Maroc, trois personnes ont tenté de s'immoler, le 21 janvier, et une autre le 25. Le pays a lancé des appels d'offre pour l'achat d'importantes quantités de céréales, afin d'éviter des pénuries pesant sur le climat social.

